

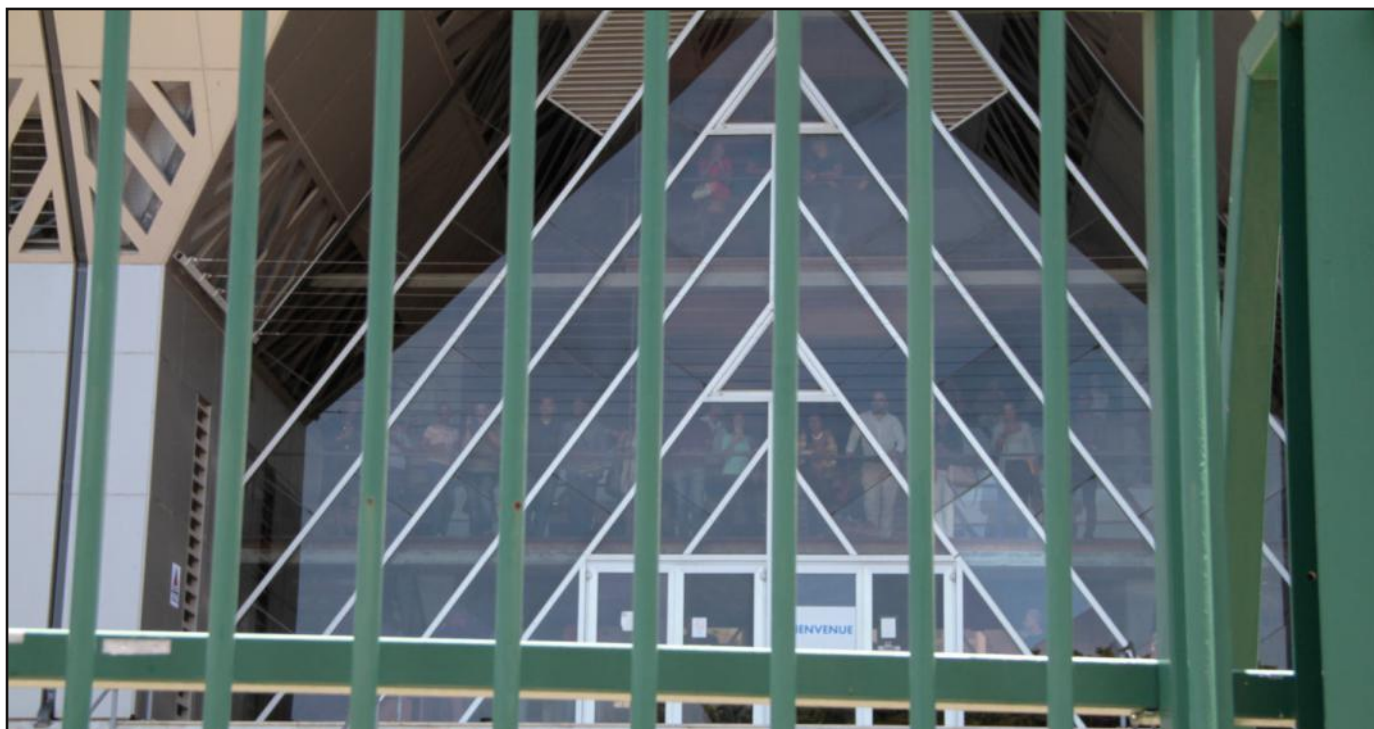
Témoignages

JOURNAL FONDÉ LE 5 MAI 1944 PAR LE DOCTEUR RAYMOND VERGÈS

N° 19454 - 75ÈME ANNÉE

Événement historique à La Réunion

La Région Réunion n'est plus une Région : l'investissement inférieur au fonctionnement



Le budget primitif 2020 examiné aujourd'hui par les conseillers régionaux fait apparaître une nouveauté de taille : la part consacrée au fonctionnement est de 51 % contre 49 % pour les investissements. C'est un événement historique. Sous la présidence de Paul Vergès et de ces prédécesseurs, la part consacrée à l'investissement était d'environ 70 %, contre 49 % aujourd'hui. Cela signifie qu'en moins de 10 ans de gestion de la collectivité par Didier Robert et son équipe, la Région Réunion a vu les dépenses de fonctionnement exploser, et l'investissement gravement régresser, car cette section prend en compte les dépenses pour le chantier de la route en mer actuellement

dans l'impasse. Ce qui ne laisse donc guère de crédits pour les investissements essentiels qu'une Région doit assumer. Avec Didier Robert aux commandes, la Région Réunion n'est plus une Région. Gageons que tous les yeux s'ouvriront.

Les conseillers régionaux examinent aujourd'hui en séance plénière le Budget primitif 2020 de la Région Réunion, l'avant-dernier de la mandature de Didier Robert. L'ambiance est à la fin de règne, car il a subi une coupe drastique de plus de 20 %. Lors de la conférence de presse tenue hier à la Région, les élus du bloc de Didier Robert ont mis cette baisse sur le dos de l'État, accusé de diminuer de manière importante ses

dotations à la Région.

La vérité est bien entendu ailleurs. Rappelons qu'à la fin de l'année 2018, Didier Robert a tenté une grossière manipulation de l'opinion pour lever des fonds pour la Région. A cette époque, le président de la République s'était prononcé pour une convergence du montant des taxes perçues par litre de super et par litre de gasoil. Dans le système fiscal français, l'usage du gasoil est favorisé car les taxes sont moindres. Mais ceci entre en contradiction avec l'Accord de Paris ratifié par la France. En effet, le gasoil est considéré comme un carburant plus nocif pour la santé et l'environnement que l'essence sans plomb. En conséquence, ramener le prix du gasoil à celui du super

visé à décourager l'utilisation de véhicules à moteur diesel, et donc à réduire la pollution émise par ce mode de transport.

L'échec de la manipulation sur les carburants

À La Réunion en 2018, le président de la Région a voulu faire croire que la loi l'obligeait non seulement à faire converger les taxes et en plus, cerise sur le gâteau, à les augmenter pour que la fiscalité sur les carburants à La Réunion atteigne les mêmes taux qu'en France, là où ils sont plus élevés. Il laissait donc sous-entendre qu'il était lié par la décision du président de la République. Or, la loi rappelle que le montant de la taxe sur la consommation des carburants est une prérogative de la Région Réunion, l'État ne peut pas intervenir dans ce domaine.

Cette décision de la Région a favorisé l'importation à La Réunion du mouvement des gilets jaunes. Dès le 19 novembre 2018, l'opinion avait compris la manipulation de Didier Robert. Les jeunes partis du barrage de Vauban et des Camélias à Saint-Denis ont montré leur indignation en marchant sur la Région et en investissant le rez-de-chaussée du bâtiment, perturbant le fonctionnement de l'agence de voyage, dite « guichet de continuité territoriale », qui y est installée. Sous la pression de la population, Didier Robert dût alors revenir sur sa décision d'augmenter les taxes. Les recettes qui devaient être tirées de cette nouvelle ponction dans les poches déjà peu remplies des Réunionnais étaient estimées à plusieurs dizaines de millions d'euros par an. Une somme en tout cas supérieure aux réductions de dotations de l'État affirmées par la Région Réunion.

Une priorité :

le clientélisme

Devant cette baisse de recettes, la fraction majoritaire aurait dû alors tailler dans les dépenses de fonctionnement assumées par la Région et qui ne relèvent pas de ses compétences. Chacun pense immédiatement à ce qui est pompeusement appelé « continuité territoriale », un dispositif d'aide très généreux car ouvert aux riches, qui donne des bons de réduction pour voyager sur certaines compagnies aériennes desservant la France par vol direct ou via escale. Cette aide au voyage coûte maintenant plus de 50 millions d'euros par an à la collectivité, alors que la continuité territoriale est une compétence exclusive de l'État. Didier Robert a massivement utilisé cet argent pour se construire une popularité, il ne compte donc pas y renoncer et le dispositif est reconduit.

C'est la même chose pour le plan POP, un bon de réduction de 500 euros délivré à chaque nouveau lycéen ou apprenti sans condition de ressources. Il sert à financer l'achat d'un ordinateur. C'est une manne bienvenue pour la grande distribution et les revendeurs informatiques, mais elle ne fait pas partie des compétences de la Région Réunion. Là aussi la facture dépasse allègrement 10 millions d'euros par an.

Comme la Région Réunion refuse de baisser ses dépenses clientélistes, et qu'aucun plan de licenciement n'est à l'ordre du jour, les dépenses de fonctionnement restent donc à un niveau exceptionnellement élevé. La baisse de 15 % concerne surtout les aides aux secteurs dynamiques, notamment celui de la culture.

Investissements sacrifiés

Dans le budget d'austérité 2020 de la Région, la baisse globale est supérieure à 20 %, mais celle des dépenses de fonctionnement est limitée à -15 %. Par conséquent,

l'investissement est donc sacrifié, puisqu'il subit une diminution nettement plus importante que le fonctionnement. Pour la première fois depuis la création de la Région Réunion, les dépenses de fonctionnement sont supérieures à la part consacrée à l'investissement.

Qui aurait pu croire qu'un jour la Région puisse tomber aussi bas ? En effet, sous les présidences de Paul Vergès est de ses prédécesseurs, une règle d'or était toujours respectée : deux-tiers pour l'investissement et un tiers pour le fonctionnement. En réalité, la part de l'investissement était souvenue de 70 %. A cela s'ajoutait une gestion scrupuleuse des deniers publics, ce qui avait permis de dégager un fonds de caisse de près de 150 millions d'euros à la fin du mandat de Paul Vergès en mars 2010.

Au bout de 9 ans de « gestion » par Didier Robert et ses amis, chacun peut donc constater les dégâts. Ils ont réussi le tour de force de faire d'une Région qui était le moteur de l'investissement à La Réunion une Région qui n'a plus la capacité d'être LA collectivité pilote dans ce domaine. La situation est en effet plus dramatique, car la section investissement tient compte de l'argent englouti dans le chantier de la route en mer, une réalisation bien inutile à ce jour car elle ne pourra pas être finie selon le projet actuel. Si on enlève les centaines de millions jetés à la mer, il ne reste plus grand-chose pour assurer les investissements essentiels pour La Réunion. La Région Réunion n'est donc plus une Région. Sans doute l'aide aux communes va diminuer, ce qui rendra la situation des maires plus difficiles, et cela à quelques semaines des élections municipales. Gageons que la crise financière à la Région ouvrira les yeux de tous.

M.M.

4500 cas confirmés dans le monde

L'OMS et la Chine discutent des prochaines étapes de la lutte contre l'épidémie de coronavirus

Le Directeur général de l'Organisation mondiale de la santé (OMS), le Dr Tedros Adhanom Ghebreyesus, a rencontré mercredi le président Xi Jinping de la République populaire de Chine à Pékin. Ils ont partagé les dernières informations sur la nouvelle épidémie de coronavirus 2019 (2019-nCoV) et ont réitéré leur engagement à la maîtriser.

Le Dr Tedros était accompagné par le Directeur régional de l'OMS, le Dr Takeshi Kasai et le Directeur exécutif du Programme OMS pour les situations d'urgence sanitaire, le Dr Mike Ryan, et a également rencontré le conseiller d'État et ministre des Affaires étrangères Wang Yi et le ministre de la Santé Ma Xiaowei.

La Commission nationale de la santé a présenté les solides capacités et ressources de santé publique de la Chine pour répondre et gérer les flambées de maladies respiratoires. Les discussions ont porté sur la poursuite de la collaboration, sur les mesures de confinement à Wuhan, les mesures de santé publique dans d'autres villes et provinces, la réalisation de nouvelles études sur la gravité et la transmissibilité du virus, la poursuite du partage des données. Ces mesures feront progresser la com-

préhension scientifique du virus et contribueront au développement de contre-mesures médicales telles que les vaccins et les traitements.

Les deux parties ont convenu que l'OMS enverra des experts internationaux se rendre en Chine dès que possible pour travailler avec ses homologues chinois sur une meilleure compréhension de l'épidémie afin d'orienter les efforts de riposte mondiaux.

"Arrêter la propagation de ce virus en Chine et dans le monde est la priorité absolue de l'OMS", a déclaré le Dr Tedros. «Nous apprécions le sérieux avec lequel la Chine combat cette épidémie, en particulier l'engagement de la haute direction et la transparence dont ils ont fait preuve, y compris le partage de données et la séquence génétique du virus. L'OMS travaille en étroite collaboration avec le gouvernement sur des mesures pour comprendre le virus et limiter la transmission. L'OMS continuera de travailler côte à côte avec la Chine et tous les autres pays pour protéger la santé et assurer la sécurité des personnes. »

La mission de l'OMS intervient alors que le nombre d'infections confirmées par le virus est passé à

plus de 4500 dans le monde le 28 janvier, le plus grand nombre se trouvant en Chine.

La délégation de l'OMS a hautement apprécié les actions que la Chine a mises en œuvre en réponse à l'épidémie, sa rapidité à identifier le virus et son ouverture au partage d'informations avec l'OMS et d'autres pays.

Il reste beaucoup à comprendre sur la nCoV 2019. La source de l'épidémie et l'étendue de sa propagation en Chine ne sont pas encore connues. Bien que la compréhension actuelle de la maladie reste limitée, la plupart des cas signalés à ce jour ont été plus bénins, avec environ 20% des personnes infectées souffrant d'une maladie grave. L'OMS et la Chine ont noté que le nombre de cas signalés, y compris ceux hors de Chine, était profondément préoccupant. Il est urgent de mieux comprendre la transmissibilité et la gravité du virus pour guider les autres pays sur les mesures de riposte appropriées.

Témoignages

Fondé le 5 mai 1944 par le Dr Raymond Vergés
71e année

Directeurs de publication :

1944-1947 : Roger Bourdageau ; 1947 - 1957 : Raymond Vergés ; 1957 - 1964 : Paul Vergés ; 1964 - 1974 : Bruny Payet ; 1974 - 1977 : Jean Simon Mounoussany Amourdom ; 1977 - 1991 : Jacques Sarpédon ; 1991- 2008 : Jean-Marcel Courteaud
2008 - 2015 : Jean-Max Hoarau
2015 : Ginette Sinapin

6 rue du général Émile Rolland
B.P. 1016 97828 Le Port CEDEX

Rédaction

TÉL. : 0262 55 21 21 - E-mail : redaction@temoignages.re

SITE web : www.temoignages.re

Administration

TÉL. : 0262 55 21 21

Publicité : publicite@temoignages.re

CPPAP : 0916Y92433

Oté

« Lo bèrlingo lo mèr » : in zistoir vré épi son léson dann la politik !

Mé syé, Médam, La sosyété mi vé rakont azot in zistoir vré. Sa téi éspass dann bann zané sinkant. Dann tan-la gramoun Félix lété konséyé minisipal kominis, é son madam diréktris lékol. Lo mèr in gran bononm la tête an koko fromaz téi fé tout son posib pou lèss lékol mon péi d'nésans dann l'abandon. Lo toi téi koul, lo bann ban té kass-kasé, défoi mèm pou donn manzé bann marmaye la kantine téi falé mésyé félix téi pran dann son mayi pèrsonèl, son grin pèrsonèl, défoi mèm konsèrv li téi pran dsi son karné d'boutik-la boutik Mong Hine par l'fète.

Kan ou lé marmaye zot i koné sa sé in kékshoz i mark aou, épi dann out ti kèr marmaye ou ramas la kolèr, ou i ramas la rankine pars sak i fé out momon sansa out papa lété konmsi k'i fé aou - lo zo i soutien la shèr zot i kroi pa ?.. Donk, in zour lo mèr i désid rann vizite lo lékol son pir zènmi-lé vré moin la obli dir azot, Gramoun Félix lété in pé lintandan bénévol dann lékol la, li lété mèm in pé konséyé pédagozik mé mi pans n ou va anparl sa. Donk in gran l'aprémidi lo mèr an késtyon l'arivé sourir an transh papaye lo sikré pou lo bann zélèv épi berlingo, plizyèr bokal.

Zot i koné dann tan berlingo-la sa téi manz pa souvan é tout marmaye la sote la dsi konm goulipia. Tout, sof inn, in garson Félix épi son madam, li vé pa pran lo berlingo. Son momon i priyèr ali, i di ali : « Pran inn mon zanfan sa lé bon sa ! ». Mé arien pou fé, li vé pa, dayèr li yèm pa sa. Lo mèr i rogard in pé étoné é dan son kèr li di pétète lo marmaye néna in tour d'vant sansa kékshoz konmsa.. Anfin la vi i suiv son kour, mé oila k'i mank berlingo-sirman in mal konté ! Donk Gramoun Félix i anvoye madam Baba-in kantinyèz - la boutik pou pran lo sirpli dsi son karné d'boutik ? Bien kontan fé in tour son mèr-énmi.

Ala berlingo i ariv so kou isi péyé dann la posh Félix-berlingo kominis si zot i vé bien. Madam Félix i di avèk son garson alé pran in bonbon pou li son kaz. Non ! Li di, sète-la mi vé é ala ké li pran son dé-troi so kou isi. Zorèye lo mèr la vni rouz ! Gramoun Félix la kraz in sourir dsi son koinn lèv, é lo marmaye sé d' manz son berlingo san traka, san konplèks-son famiy la pèye sa !.. Zordi zélékstyon i ariv é néna bonpé kandida. Mi yèmré zot i pran modèl dsi Gramoun Félix, son madam épi son zanfan, sète téi manz pa berlingo lo mèr. In bann moun a prinsip - sa lé sir !

Justin